

La tragédie de N'Komati

Si la communauté internationale n'intervient pas avec plus de fermeté en faveur des pays d'Afrique australe, Oliver Tambo, président de l'A.N.C., n'exclut pas que Pretoria réussisse à imposer ses voisins d'autres pactes, semblables à ceux signés avec Maputo. Il s'en explique dans une interview accordée à Augusta Conchiglia et à Christine Abdelkrim.



D.R.

« Il y a une différence fondamentale entre le pacte de non-agression de N'Komati et les accords de Lusaka ! » affirme le président de l'A.N.C., Oliver Tambo, réagissant à certaines insinuations de la presse occidentale tendant à inscrire les accords passés par l'Afrique du Sud avec le Mozambique d'une part, et l'Angola d'autre part, parmi les victoires remportées par celui que l'on définit comme le stratège sud-africain : le Premier ministre Pieter W. Botha.

« En résistant aux agressions armées des orcs de Pretoria, poursuit-il, l'Angola a amené le régime raciste à signer l'accord de Lusaka. Cet accord prévoyait le retrait des troupes sud-africaines qui occupaient le territoire angolais depuis 1981 et devait permettre, de plus, de créer les conditions pour la mise en œuvre de la résolution 435 du Conseil de sécurité des Nations unies.

● Mais la Namibie est toujours occupée et les troupes sud-africaines n'ont pas encore effectué un retrait complet...

OLIVER TAMBO. — En effet, car ni l'indépendance de la Namibie ni le retrait des troupes ne répondent aux intérêts actuels du régime de Pretoria. Pas plus, d'ailleurs, que le respect des termes du pacte conclu avec Maputo. Ce pacte,

l'Afrique du Sud le voulait contre l'A.N.C. et le Mozambique contre le M.N.R. C'est là que se situe la tragédie des accords de N'Komati : notre lutte de libération a été mise sur le même plan que les actions criminelles du M.N.R. Et c'est inadmissible, car il n'y a bien évidemment aucune comparaison : le soutien que nous recevions du Mozambique n'a rien à voir avec celui que le M.N.R. reçoit de l'Afrique du Sud.

Le M.N.R. fait partie intégrante de l'armée de Pretoria qui l'entraîne, l'équipe et le soutient logistiquement. C'est de ses bases de la province du Transvaal, où il possède une station radio pour sa propagande, que le M.N.R. attaquait le Mozambique en traversant quotidiennement la frontière. Rien de tel pour ce qui nous concerne, bien que nous ayons le soutien fraternel du Frelimo et du peuple mozambicain. L'A.N.C. n'a au grand jamais attaqué l'Afrique du Sud depuis le territoire mozambicain. Et la réciprocité de l'agression, implicite dans le pacte de N'Komati, est une contre-vérité scandaleuse.

De plus, alors que de nombreux militants de l'A.N.C. ont dû quitter le Mozambique, le M.N.R. n'a aucunement été invité à faire de même par le gouvernement sud-africain.

● On a dit que des contradictions au sein de l'équipe dirigeante sud-africaine expliqueraient le non-respect des engagements pris par Pretoria...

O.T. — Je ne crois pas que l'Afrique du Sud puisse utiliser cet argument pour masquer sa mauvaise foi. Quand Botha a signé le pacte, il ne l'a pas fait en son nom personnel, ni au nom de son éventuel lobby, mais en celui de l'ensemble du gouvernement. Et il ne serait pas réaliste de croire qu'une décision prise au plus haut niveau ne serait pas respectée par des membres du gouvernement ou de l'armée. La déstabilisation du Mozambique relève de la politique de l'Etat de l'apartheid dans son ensemble. Si aujourd'hui les choses continuent de la même manière, c'est que ce même Etat n'en a pas décidé autrement. Le M.N.R. est une section de l'armée sud-africaine, et ne pourrait poursuivre ses activités sans le consentement de l'état-major de Pretoria.

● On a dit également que l'intérêt de Pretoria à la signature du pacte de N'Komati s'expliquerait par les difficultés financières et économiques qu'entraîne une politique prolongée de déstabilisation des Etats voisins. Qu'en pensez-vous ?

O.T. — Cela ne peut être vrai que dans la mesure où les accords, comme celui que les Sud-Africains prétendent avoir signé avec le Swaziland, ne sont, dans l'esprit des dirigeants de l'apartheid, qu'un élargissement de la zone de sécurité de Pretoria. L'Afrique du Sud entend obtenir le droit de « maintenir l'ordre » dans toute la région d'intégrer ces pays africains dans...

« cordon sanitaire » la protégeant. Voilà pourquoi, depuis des années, elle a cherché à signer des accords du type de celui de N'Komati avec les pays de la région australe. Mais du point de vue strictement économique, Pretoria n'a rien à gagner à des accords avec le Botswana ou le Lesotho, déjà largement dépendants de l'économie sud-africaine ; d'autant qu'ils les signeraient contre leur gré !

● *C'est un fait que les Sud-Africains ne cachent pas leur volonté d'obtenir de nouveaux pactes de non-agression avec les pays d'Afrique australe...*

O.T. — Je ne pense pas qu'ils réussissent. Le gouvernement du Lesotho vient une fois de plus de déclarer qu'il refuse de signer ce genre d'accord. Peut-on en effet imaginer un seul instant ce pays agressant le géant voisin ? Le régime de l'apartheid n'a pas ménagé les pressions sur Maseru, allant de la fermeture de la frontière au boycottage économique et aux menaces d'intervention armée ; il a tout tenté contre ce pays enclavé dans le territoire sud-africain. Malgré tout, le Lesotho continue de refuser de se plier au diktat de Pretoria, et entend défendre son indépendance et sa souveraineté.

D'autres pays ont également pris des positions tout aussi nettes, le Zimbabwe et le Botswana par exemple. Contre ce dernier, l'Afrique du Sud a brandi la menace d'envoyer des bandits comme ceux du M.N.R. Pour se protéger contre cette éventualité, le Botswana devrait-il signer maintenant un pacte de non-agression ? C'est absurde !

Ce qui est dramatique, c'est que l'Afrique du Sud dispose de moyens lui permettant de mener contre tous les pays de la région la politique de déstabilisation appliquée au Mozambique. Il faut donc admettre la possibilité que le régime de Pretoria impose des pactes léonins à ses voisins. Et à cet égard, il est indispensable que la communauté internationale prenne les mesures qui s'imposent pour aider ces pays à résister, diplomatiquement et économiquement, aux pressions de Pretoria.

● *Quelles conséquences cette offensive sud-africaine en Afrique australe a-t-elle sur la lutte de l'A.N.C. ?*

O.T. — Nous avons toujours respecté la volonté des nations africaines frontalières de l'Afrique du Sud, et nous avons toujours compris que leur solidarité ne pouvait dépasser certaines limites, du fait de la menace permanente et insoutenable que Pretoria fait peser sur elles. C'est pourquoi nous avons eu soin de restreindre au minimum nos activités dans ces pays afin de ne pas donner de prétexte à Pretoria pour les attaquer. Mais il semblerait que, de toute

façon, ils n'échappent pas à ses pressions militaires et économiques.

Pour ce qui nous concerne, il est évident que la signature d'accords entre l'Afrique du Sud et les Etats voisins n'affecte en rien la poursuite de la lutte à l'intérieur du pays. A cet égard, ces accords se sont révélés inutiles pour Pretoria. Le mouvement antiapartheid à la tête duquel nous nous trouvons s'élargit chaque jour davantage, malgré la brutalité de la répression, les exécutions, les emprisonnements et les condamnations de centaines de nos militants.

● *L'image publique du régime paraît cependant avoir quelque peu bénéficié des accords et d'une certaine « évolution » à l'intérieur, comme la légalisation des syndicats ou l'existence de l'U.D.F. Qu'en pensez-vous ?*

O.T. — Certains ont pu croire en effet qu'un processus de paix et de dialogue pouvait finalement se substituer à une période de conflits, parfois très violents. Et les derniers accords ont pu conforter cette idée chez certains. Mais est-ce que quelque chose a changé depuis dans la stratégie sud-africaine ? Non. Quant à la situation intérieure, à l'existence légale de l'U.D.F. (1) ou des syndicats, c'est encore peu de chose comparé aux atrocités dont est victime la majorité de la population.

De plus, il faut garder à l'esprit que ces « progrès » sont toujours le fruit de luttes très dures et de la pression exercée par le développement du mouvement de masse. En 1973, les travailleurs en grève étaient si nombreux que le régime ne put les réprimer comme il l'aurait voulu. Le mouvement syndical a continué de grandir, et il avait une envergure nationale bien avant que la législation autorisant l'activité syndicale aux Noirs ne voie le jour. Si cette législation a finalement été instaurée, c'était dans l'espoir de mieux contrôler le mouvement. Quant à l'U.D.F.,

(1) United Democratic Front, regroupant des centaines d'organisations syndicales et de masse, créé en 1983.



O.T.

il a pris dès le départ une telle importance que les autorités n'ont pu l'interdire. Mais la répression qui touche les responsables de ce mouvement, comme ceux du mouvement syndical, montre que le régime n'a pas perdu l'idée de son interdiction à un moment ou à un autre.

La seule chose certaine, c'est que, pour la population dans sa majorité, rien n'a changé fondamentalement. Au contraire, la situation empire chaque jour davantage, les déplacements de populations, brutaux et massifs, vers les bantoustans s'accroissent. Et en dépit des déclarations de Botha sur un éventuel dialogue avec l'A.N.C., notre organisation reste l'ennemi à abattre. Soyons clairs : nous ne discuterons que si l'abolition de l'apartheid est à l'ordre du jour.

● *La campagne de l'U.D.F. pour le boycottage des élections des deux nouvelles Chambres devant représenter les Indiens et les métis aboutira-t-elle à l'échec de cette manœuvre de diversion du régime ?*

O.T. — Cette campagne a en effet pris une grande ampleur, à tel point que le régime s'en prend de plus en plus directement aux dirigeants de l'U.D.F. Ces élections sont une farce, et seront boycottées par la majorité des deux communautés concernées.

● *Et qu'en est-il de la politique sud-africaine à l'égard de la S.A.D.C.C. (2) ?*

O.T. — L'objectif de Pretoria est de détruire cet organisme ; mais nous sommes heureux d'avoir entendu au dernier sommet de la S.A.D.C.C., à Gaborone, les Etats membres réaffirmer leur détermination à poursuivre leur lutte pour réduire leur dépendance économique envers Pretoria.

Pour y arriver, la contribution des pays occidentaux est indispensable. Leur action doit être plus déterminante, et ils ne doivent pas essayer de canaliser leur aide économique aux pays de la S.A.D.C.C. à travers l'Afrique du Sud, leur partenaire le plus important dans la région. Ce que ce dernier souhaite, car cela lui donnerait les moyens d'atteindre son but ultime : la création en Afrique australe d'une constellation d'Etats dépendants économiquement — et politiquement bien sûr — de Pretoria, la création de ce qu'on appelle de plus en plus ouvertement, à Pretoria, le « Great South Africa » dans lequel les Etats aujourd'hui indépendants seraient amenés au rang de bantoustans.

Propos recueillis par
CHRISTINE ABDELKRIM
et AUGUSTA CONCHIGLIA

(2) Southern Africa Development Coordination Conference, qui réunit neuf pays d'Afrique australe.